La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

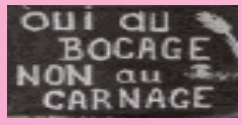
MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° **1137** - décembre 2012

SOMMAIRE :



• **ACTUALITÉ**

page 2 Au fil des jours

JEAN-PIERRE MON *épingle la nouvelle coqueluche des médias, un journaliste qui oublie l'essenteil, ses collègues "bien pensant", aveugles au sujet du chômage, et rappelle l'effarant développement des "banques de l'ombre".*

page 3 La relève est là !

MARIE-LOUISE DUBOIN *souhaite que les nombreux participants au colloque récent "sur les pas de Danielle Mitterrand" poursuivent son combat qui est bien le nôtre.*

page 4 Une chute aux abysses

BERNARD BLAVETTE, *a vu le dernier film de Costa-Gavras, Le Capital, comme une plongée dans les bas-fonds du capitalisme financier.*

page 7 Qui sont les pigeons ?

MARIE-LOUISE DUBOIN *après avoir lu le Rapport Gallois, ne comprend pas comment un gouvernement peut le suivre et se dire encore "socialiste".*

page 10 Huiles et gaz de schistes au petit déjeuner

GUY EVRARD *réagit à la chronique économique de Dominique Seux sur France-Inter.*

• **TÉMOIGNAGES**

page 12 De Notre-Dame-des-Landes

• **RÉFLEXION**

page 6 L'être humain non plus n'a "pas de prix".

MARIE-LOUISE DUBOIN *estime que les arguments judicieusement avancés contre "l'économie verte" sont tout aussi valables contre le salariat.*

page 14 Lettre d'un électeur du Front de gauche

GUY EVRARD *nous donne son point de vue aujourd'hui, à la suite de ses articles dans la période électorale.*

• **PAGE D'ANTHOLOGIE** ***Justice et égalité***

Relisons ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE, *de* JACQUES DUBOIN.

PRIX en FRANCE 2,20 € ISSN : 2117-5047 *commission paritaire* N°0413 I 83051

AU FIL DES JOURS

Il ne dit pas l'essentiel !

Gros titre en dernière page du supplément Eco@entreprise du *Monde* du 6/11 : *Quand la Suède redressait ses finances publiques*. Son auteur, Jean-Marc Daniel[1], met son lecteur tout de suite dans le bain : «*Dans ces périodes de débat sur l'opportunité de mener une politique budgétaire restrictive, un retour vers les expériences de redressement des finances publiques s'impose*». Il choisit de décrire la politique mise en œuvre en Suède au début des années 1990. Gouverné sans discontinuité de 1932 à 1976, puis de 1982 à 1991, par les sociaux-démocrates, le pays, célèbre par son modèle social basé sur une gestion keynésienne de l'économie et un État-providence généreux, traverse au début des années 90 une grave crise économique. Il perd les élections de 1991. Le gouvernement de centre droit qui arrive au pouvoir commande un audit sur la situation économique dont les résultats sont «*accablants*» : fort accroissement du nombre des fonctionnaires, poids des dépenses publiques et montant des prélèvements obligatoires, représentant respectivement 61% et 57% du PIB. Le rapport d'audit se conclut bien sûr par des propositions de réforme qui vont toutes «*dans le sens d'une plus grande liberté économique et d'une plus grande rigueur budgétaire*». Bientôt revenus au pouvoir, les sociaux démocrates reprennent ces propositions et décident de rompre avec l'ancien "*modèle suédois*". Ils intègrent même l'UE en 1995 pour s'assurer une plus grande ouverture sur l'extérieur mais, pas fous, refusent d'adopter l'euro comme monnaie. C'est cette dernière décision qui leur a permis de dévaluer quand il le fallait. Mais ça, J-M Daniel n'en parle pas une seule fois dans sa pleine page du *Monde*. C'est sans doute inconvenant! Il préfère s'attarder sur la "*réussite*" de la politique d'austérité mise en œuvre qui n'a pas pénalisé les entreprises puisque leurs impôts n'ont pas été augmentés et que la baisse du revenu des ménages, due à "*la recalibration*" de l'État-providence a été compensée par une certaine "*desépargne*". Vous devinez la conclusion : «*À notre gouvernement de tirer les conclusions souhaitables de ce qui s'est passé dans la Suède dirigée par les sociaux-démocrates*». Il oublie simplement que la France a signé le traité de Maastricht et perdu ainsi sa souveraineté monétaire.

Shadow banking et dark pools

L'ouverture à la concurrence du marché boursier traditionnel a conduit à la multiplication de marchés financiers spécialisés dans l'échange confidentiel d'actions. On les appelle les "*bourses de l'ombre*" ou "*dark pools*"[2]. Ce sont des marchés électroniques ultra sophistiqués permettant à un investisseur de vendre ou d'acheter anonymement des actions. Les banques et autres opérateurs de marché, compagnies d'assurance, fonds d'investissement, ont trouvé là une excellente opportunité de se procurer de nouvelles sources de revenus qui échappent au contrôle des autorités financières et qui ne sont pas prises en compte dans le bilan des banques. La Banque centrale européenne envisageait de réglementer ces activités afin d'éviter de futures crises financières de grande ampleur. Trois ans plus tard, rien n'a encore été fait. Fin octobre dernier, à Toronto, Mme Lagarde, directrice générale du FMI, s'est emportée contre le développement du "*monde bancaire de l'ombre*", et en novembre le Conseil de Stabilité Financière[3] (CSF) a évalué, pour 2011, à 67.000 milliards de dollars le montant du "*shadow banking*" échappant à toute régulation (soit 5 à 6 mille milliards de plus qu'en 2010). Selon le rapport du CSF consacré à 25 pays (représentant 90% des actifs financiers mondiaux), ce secteur parallèle représente à lui seul la moitié du montant des actifs totaux des banques. Rapporté au PIB, le montant des actifs des "*banques de l'ombre*" est de 520% à Hong-Kong, de 490% aux Pays-Bas, de 370% au Royaume-Uni, de 260% à Singapour et de 210% en Suisse. Dans ce secteur secret, en 2011, les États-Unis occupaient la première place avec 23.000 milliards d'actifs, la zone euro la deuxième avec 22.000 milliards et le Royaume-Uni la troisième avec 9.000 milliards[4].

Le 18 novembre, le CSF a présenté ses propositions visant à mieux encadrer ce monde bancaire parallèle, mais ce n'est qu'en septembre 2013 qu'il publiera ses recommandations pour mieux surveiller et réguler les entités systémiques de ce secteur… qui a donc encore de beaux jours devant lui[4].

Toujours le chômage…

Comme si c'était inattendu, *Le Monde* du 29/11 consacre sa page "*L'événement*" au chômage en France, avec des titres et sous titres propres à terroriser les populations : *Le chômage explose en France*, *Les statistiques d'octobre sont catastrophiques*, *La France n'a jamais connu autant de demandeurs d'emploi, toutes catégories confondues*… Le corps de l'article n'est guère mieux : «*en six mois, près de 240.000 personnes supplémentaires sont venues s'inscrire à Pôle emploi. C'est déjà presque le quart de toute la hausse enregistrée au cours du quinquennat de Nicolas Sarkozy*» (ah ! le bon temps…). Comme si le chômage de France était uniquement un phénomène français[4]. Ces braves journalistes ont même le culot de nous proposer l'exemple des pays de l'Europe du Sud qui ont rendu les licenciements plus faciles et moins coûteux[5], mais finissent tout de même par reconnaître qu'en Espagne, la réforme du droit du travail facilitant la "flexibilité" de l'emploi a conduit à l'augmentation des licenciements collectifs (+45%), des suspensions temporaires d'activité (+58%), des départs "*volontaires*", suite à des modifications des conditions de travail (184%) ou de mutation (150%)…

Jean-Pierre MON.

1 De plus en plus "médiatisé", c'est un grand technocrate : Polytechnique, l'ENSAE, puis administrateur de l'INSEE, direction du Budget,… actuellement professeur à l'ESCP Europe, directeur de la revue *Sociétal* et membre du conseil d'administration de la Société d'économie politique.

2 Voir *GR*1105, janvier 2010

3 Organisme mis en place par le G20 en avril 2009 dont la mission est d'identifier les vulnérabilités du système financier mondial, de développer et mettre en place des principes en matière de régulation et de supervision dans le domaine de la stabilité financière.

4 *Les Echos*, 18/11/2012.

5 Voir, entre autres, *GR* 1136, novembre 2012.

6 Le Monde, 28/11/2012.

La relève est là !

«La relève est là et croyez-moi, l'alternative est prête !». Tels sont les termes choisis par Danielle Mitterrand pour être placés en exergue de son dernier livre, publié aux éditions de l'aube. Et, effectivement, parmi très nombreux "nouveaux résistants" qui ont eu la chance de côtoyer une aussi exceptionnelle personnalité, beaucoup étaient venus, ce 23 novembre, et parfois de très loin, participer au colloque intitulé *"Sur les pas de Danielle Mitterrand"*, organisé à Paris par la Fondation France-Libertés qu'elle a créée en 1986.

Un trop petit nombre d'entre eux a pu s'exprimer, mais je tiens à témoigner à quel point ce fut revigorant d'entendre rappeler par ceux qui en furent témoins son combat auprès de minorités ethniques, Kurdes ou Sahraouis, Tchétchènes, roms ou Tibétains… les sans voix et sans droits. On souhaite donc que cette commune admiration pour une femme à la fois si résolue et si discrète, soit un lien solide pour que se poursuivent, avec un même objectif et autant de courage, les actions qu'elle a engagées.

Car son combat, c'est bien le nôtre, comme en témoigne ce petit livre intitulé *Ce que je n'accepte pas*, fait d'entretiens qui ont eu lieu l'été 2011, et dans lesquels s'exprime toute la force de ses engagements, inaltérés malgré l'approche de la mort. Elle dit, par exemple : *«Le système a tellement exagéré dans la démesure, il a tellement pressuré non seulement la vie, les richesses humaines, mais aussi les richesses naturelles, qu'il existe aujourd'hui un mouvement qui dit :"halte-là, ça suffit !" Ce mouvement, j'y ai travaillé toute ma vie, même quand François était au pouvoir. Lorsque j'étais toute petite, ma mère me disait déjà :"Arrête de protester". Aujourd'hui encore, on me dit : "Vous êtes trop radicale". Je réponds : "Il faut l'être".»*

Avoir le courage d'être "radical", c'est d'abord avoir celui de raisonner. Comme son père le lui avait conseillé en lui répétant : *«Ne prends pas pour argent comptant tout ce qu'on te raconte»*, elle n'a cessé d'exercer son esprit critique, même auprès de ses proches. Elle a, par exemple, ces jugements très nets au sujet de la gauche politique : *«Ce n'est pas parce qu'elle a des représentants qui ne la représentent pas qu'elle n'existe plus !»* et du PS : *«On peut constater que les débats entre les prétendants au pouvoir … n'abordent pas l'enjeu de la rupture avec le capitalisme qui est l'objectif à fixer pour répondre aux vœux de la population broyée par le système»*. Car elle a compris que *«les conditions de notre survie, de notre dignité, de notre citoyenneté sont entre les mains de puissances financières. Elles échappent totalement à notre contrôle, pour le plus grand profit d'une oligarchie que nous n'avons pas élue et sur laquelle nos n'avons aucun contrôle… Le PS parle davantage de croissance et de flux financiers que de rupture avec le capitalisme… Les droits de l'homme et le respect des peuples ne seront jamais une priorité tant que la recherche du profit à tout prix et l'accumulation de richesses seront au cœur des décisions politiques… Le libéralisme prétend que l'enrichissement sans cesse plus grand des entreprises et de leurs actionnaires entraîne des dynamiques de développement et d'enrichissement pour tous, dont les plus pauvres bénéficieront plus tard. Voici plus de cent ans que le capitalisme nous sert cette illusion— que les réalités ne cessent de démentir»*. Et quand il lui est demandé pourquoi nous en sommes là, elle a ce jugement : *«Les "future élites" qui sortent de nos grandes écoles et qui prennent nos destins en main… sont les plus "formatés" de nos concitoyens, conditionnés… à trouver des réponses aux questions sans avoir à réfléchir… Voyez-les vivre : ils ne peuvent pas sortir sans leur ordinateur—leur précaution, leur protection—comme d'autres sans parapluie. Ils ne créent pas, ils répètent, …ils suivent.»*

Son engagement vient de loin : *«Lorsque j'avais 17 ans, je rêvais d'une Europe des peuples ; mais …elle a été pervertie par ceux qui l'ont construite pour en faire une Europe économique, après avoir essayé d'en a faire une Europe des armées»*. Alors, quand on lui demande s'il faut faire la révolution, elle réplique : *«N'est-ce pas faire la révolution tous les jours que de rétablir des vérités qui sont bafouées, de défendre des droits qui sont violés et de ne pas céder à la facilité ?… Ce que j'attends, c'est de voir se dessiner le contour du changement vers une politique du partage axée sur les biens communs du vivant, et de ne pas se satisfaire d'une "amélioration" du capitalisme qui tôt ou tard reprendrait ses droits dérivants… La satisfaction des besoins immédiats…ne doit pas nous empêcher de poser la question des vraies valeurs et de rêver d'un monde où la charité n'aurait plus de raison d'être.»*

C'est la guerre de l'eau potable, à Cochabamba, en Bolivie, qui l'a convaincue de placer au premier rang de son combat la défense du statut naturel de l'eau. Danielle Mitterrand et sa Fondation se sont alors donné clairement *«pour objectif de sortir l'eau de tout processus commercial»*, affirmant haut et fort : *«Bien commun de l'humanité, l'eau n'a pas de prix»*.

Son bon sens devrait être écouté par les tenants de l'économie verte (voir plus loin page 6) quand elle s'écrie : *«Pourquoi, dès lors, ne pas faire payer les rayons de soleil, la gravitation universelle qui nous tient au sol, la pureté de l'air ? Non! C'est absurde.»*

Et c'est pourtant bien cette absurdité que préparent politiciens, économistes et lobbyistes qui prétendent commercialiser les services des écosystèmes, dont le plus vital est sans doute l'alimentation en eau.

M-L D.

Le dernier film du cinéaste Costa-Gavras, Le Capital, sort en ce moment sur les écrans.
Une plongée dans les bas-fonds du capitalisme financier :

Une chute aux abysses

par **Bernard BLAVETTE**

En 1784, après quelques vicissitudes, la pièce de théâtre de Beaumarchais *Le mariage de Figaro* est jouée devant le roi et toute la Cour rassemblés à Versailles. Selon des chroniqueurs, la représentation est un franc succès et chacun éclate en applaudissements. Il s'agit pourtant d'une des charges les plus violentes jamais lancées contre l'Ancien Régime agonisant, et dont la fameuse "tirade sur la liberté de la presse" est restée célèbre jusqu'à nos jours, notamment la phrase *«sans liberté de blâmer, il n'est point d'éloges flatteurs»* qui clouait au pilori des siècles de panégyriques à la gloire des monarques. C'est que la noblesse se pensait assez forte pour résister à l'attaque, elle voulait faire preuve "d'ouverture d'esprit", de tolérance, montrer qu'elle savait s'adapter aux idées nouvelles. Mais surtout le temps du changement était venu. Les philosophes des Lumières avaient creusé la tombe de l'ancien monde, les "salons" bruissaient dans tout le royaume de débats passionnés, aucun statu quo ou retour en arrière n'était plus possible.
On connaît la suite…

*

Aujourd'hui le capitalisme subit les désordres les plus graves de sa courte histoire et les attaques viennent de toutes parts, de plus en plus sévères, difficiles à réfuter et à censurer. C'est ainsi que le film de Costa-Gavras n'est pas diffusé dans la confidentialité des salles classées "*Art et essais*", mais par tous les grands circuits cinématographiques Gaumont, Pathé, UGC, dans les salles des Champs Elysées, sur les grands boulevards… Et pourtant, tout comme la pièce de Beaumarchais en son temps, ce film est une condamnation sans appel des processus de domination d'aujourd'hui, en l'occurrence le capitalisme. Au-delà de la faillite d'un système économique avec ses turpitudes, ses liens avec toutes les mafias, ses combines sordides, son addiction à la drogue, au sexe le plus brutal et le plus imbécile, il s'agit du naufrage d'une civilisation, de l'échec peut-être irrémédiable de l'espèce humaine.

Le film montre la réflexivité qui se développe entre une société et les hommes qui la composent: comme l'avait très bien vu Marx et avant lui Saint-Simon, la société est le produit de l'action réciproque des hommes (coopération ou affrontement), inversement, la société génère le type d'individus qui lui correspond[1]. Ici les "élites" en charge de l'organisation de notre monde sont dans un état de décomposition quasi-pathologique : lutte exacerbée de tous contre tous, choc des *ego*, addiction à un luxe de pacotille et au bout du compte, fascination pour le vide. Tout comme certains patients atteints de la maladie d'Alzheimer, les détenteurs du pouvoir connaissent pourtant de brèves périodes de lucidité au cours desquelles la conscience de leur aliénation, la possibilité d'une autre réalité, leur apparaissent de manière fugace, mais c'est pour replonger encore plus profondément dans la jouissance de la malfaisance comme pour compenser ces moments de clarté. L'épouse du personnage central, directeur de l'une des plus grandes banques mondiales dont l'aspect physique et le comportement évoquent irrésistiblement l'ancien président Nicolas Sarkozy, finit par s'étonner «*Pourquoi veux-tu tout cet argent, tous ces bonus ?* » et le financier de répondre «*Mais que faire d'autre ?* ».
Les enfants, la génération suivante, n'échappent pas non plus à la déréliction générale, fascinés par des jeux vidéo aussi violents qu'ineptes. À cet égard, un seul plan de quelques secondes, montrant une douzaine de jeunes après une distribution de cadeaux de Noël, chacun dans sa petite bulle les yeux rivés à un écran, en dit plus que de longs et savants développements. Le film montre ici clairement que l'omniprésence de l'image fabrique des "copies conformes", des clones, favorise l'imitation inconsciente, stérilise l'imagination par la passivité qu'elle implique, chaque spectateur absorbant, la bouche ouverte, le message transmis par l'idéologie dominante. Les publicitaires ont bien intégré ces processus qui concentrent leurs campagnes sur les chaînes de télévision[2]. Le livre, par contre, dont il est de bon ton d'annoncer (de souhaiter ?) régulièrement la disparition, laisse une large place à l'imagination qui peut se déployer à l'infini, en lien avec le talent évocateur de l'écrivain.
Les dernières images présentent un Conseil d'Administration hilare, une bande de potaches qui viennent de réussir un bon tour : licencier plus de 10.000 personnes dans le monde avec la complicité tacite des gouvernements et des syndicats. On ne peut s'empêcher de se remémorer ces mots de la Bible «*Pardonnez-leur, ils ne savent pas ce qu'ils font*». Tous les signes de l'effondre-

1 Voir le dernier ouvrage des sociologues Pierre Dardot et Christian Laval, *Marx, prénom Karl*, p. 45 à 47. NRF essais – Ed. Gallimard (2012).

2 Les sondages montrent que chaque Français passe en moyenne entre 3 et 4 heures par jour devantson poste de télévision et ceci n'inclut pas le temps consacré à l'ordinateur.

ment des capacités cognitives de notre espèce apparaissent ainsi clairement. Car des esprits investissant leur capacité d'attention exclusivement vers des activités aliénantes, comme la recherche de l'argent et du pouvoir, n'ont plus la possibilité de se tourner vers la pensée rationnelle, l'éthique ou la connaissance de soi. L'atmosphère crépusculaire rappelle le chef d'œuvre de Luchino Visconti *Les damnés* qui décrit la montée du nazisme en Allemagne avec la perte des valeurs, l'abrutissement général qui l'accompagnent…

*

Au début de ce texte, nous avons fait un parallèle entre la pièce de Beaumarchais et le film de Costa-Gavras. Cette démarche a pourtant ses limites, et on ne peut en déduire automatiquement que la révolution et l'effondrement du capitalisme sont pour demain. Car il ne s'agit pas, comme en 1789, d'abattre un régime donné, dans un pays précis, mais d'avoir raison d'une idéologie et d'un système qui prévalent dans le monde entier et qui ont profondément pénétré les esprits[3].

L'histoire nous a abondamment montré que le capitalisme aux abois est capable du pire, au-delà même du prévisible et de l'imaginable. De plus, son effondrement ne signifierait pas forcément la fin de l'aliénation et l'avènement d'une réelle prise de conscience. La véritable catastrophe réside dans le fait que nous nous trouvons à un tournant crucial de l'histoire humaine où notre influence grandissante sur l'univers qui nous entoure[4] implique inéluctablement un surcroît de responsabilité et de sagesse. Ce "saut qualitatif", nous le recherchons depuis toujours, depuis que les penseurs de la Grèce antique ont inventé la philosophie, et probablement même avant. Nous l'avons cherché sous des formes et des appellations les plus diverses : l'illumination du Bouddha, les croyances en des religions révélées, l'action politique et révolutionnaire avec "Le grand soir", "La lutte finale", et même les scientifiques qui poursuivent aujourd'hui la quête de cette "théorie de grande unification" qui pourrait rendre compte de l'ensemble des forces qui gouvernent notre univers, depuis les particules élémentaires jusqu'aux galaxies les plus lointaines.

À ce jour, tous nos efforts ont été vains et l'on peut se demander si ce niveau supérieur de conscience n'excède pas les capacités de notre espèce. Nous aurions pu espérer que ce nouveau millénaire inaugurerait l'entrée dans la réalité de ces utopies qui nous hantent et nous fascinent depuis la nuit des temps, au lieu de cela, ne nous berçons pas d'illusions, l'ère qui s'annonce sera fort probablement celle de toutes les incertitudes, de tous les dangers…

3 Voir notamment *La nostalgie de l'Occupation* par le sociologue Bertrand Méheust. éd. La Découverte (2011) et Bernard Blavette *La révolution est–elle encore possible ?* – *GR* 1131 – mai 2012.

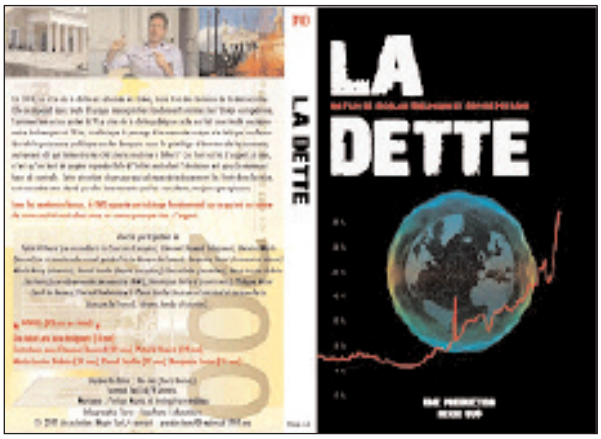
4 Pour de nombreux penseurs, nous sommes aujourd'hui entrés dans l'anthropocène, l'ère de l'homme et de son pouvoir sur son environnement. Voir Bernard Blavette, *L'ère des catastrophes*, *GR* 1122 – (juillet 2011).

Puisque c'est la saison,
vous allez offrir des cadeaux
à vos proches
et vous tenez à
ce qu'ils leur soient utiles.

Ne cherchez plus !
voici deux excellentes suggestions :

Le meilleur des cadeaux, sans aucun doute possible, c'est un abonnement à *La Grande Relève* : en l'offrant, vous dites bien que c'est une opportunité pour découvrir l'envers du décor de la société capitaliste, au-delà de la propagande dont les médias officiels nous abreuvent.
Ainsi, non seulement vous aidez votre journal, mais nous serons plus nombreux à résister contre l'avenir sombre qu'on nous prépare.

Autre idée "militante" : pour moins que le prix d'une seule place au cinéma, offrez, avec le DVD intitulé *La Dette*, l'occasion de regarder chez soi, avec éventuellement beaucoup d'amis, un film bien fait, instructif sans être ennuyeux. Cette vidéo fait découvrir le "casse du siècle", le "hold up" des instances financières à l'encontre les peuples. Outre le film qui dure 66 minutes, il y a dans ce DVD un "bonus" de cinq courts métrages, des entretiens d'une dizaine de minutes chacun, sur lesquels il est possible de revenir si on veut approfondir pour avoir de solides arguments à utiliser dans une discussion.
Pour recevoir ce DVD chez vous, envoyez, en vous recommandant de *La Grande Relève*, un chèque de 14 euros à :
Régie Sud, 6 rue de Colomb, 46100 Figeac, France.



La résistance au capitalisme vert utilise de très bons arguments contre la commercialisation des services offerts par la nature, M-L Duboin estime qu'il faut les utiliser aussi contre l'exploitation de l'activité salariée:

L'être humain non plus n'a "pas de prix"

par **Marie-Louise DUBOIN**

En juin dernier, nous évoquions ici la vaste offensive qui est menée pour offrir au capitalisme un moyen de trouver une nouvelle croissance, indispensable après la crise financière qu'il a créée et dont toutes les populations du monde n'ont pas fini de subir les conséquences. Cette offensive se masque sous le nom *d'économie verte*, fort bien trouvé pour faire croire à un public mal informé qu'il s'agirait de mieux protéger l'environnement… Ce n'est qu'une perversion du langage, une de plus, car il ne s'agit pas de mettre un frein aux catastrophes écologiques dues à l'exploitation productiviste de la nature, mais d'un projet élaboré par les lobbies industriels et financiers, pour s'approprier la nature, la "marchandiser", officiellement et systématiquement, à seule fin d'en tirer toujours plus de profit financier.

Pour comprendre ce qui se trame, les médias officiels n'en parlant guère, il faut se plonger dans les nombreux et volumineux rapports publiés par les Nations Unies (encore un terme qui fait bien illusion !!) ou dans la multitude des projets gigantesques qui visent tant l'extraction massive des ressources minérales de la planète (gaz et huiles de schiste, pétrole dans les eaux profondes et les sables bitumineux), que la conquête de la biomasse (environ 230 milliards de tonnes de matière vivante "produites" par an : plantes, animaux, et jusqu'aux micro-organismes des océans). Il faut aussi observer comment a évolué la prise de conscience des problèmes environnementaux engendrés par l'exploitation croissante des ressources, il faut se rappeler les objectifs annoncés des Sommets sur l'environnement (Stockholm en 1972, Rio en 1992, Rio+20) et comprendre les raisons de leurs échecs successifs, en particulier celui du marché carbone. C'est cet important travail de recherche et de réflexion qui a été fait par toute une équipe, qui en présente les résultats dans un petit livre intitulé *"La nature n'a pas de prix - les méprises de l'économie verte"*[1] . La lecture, facile, de ses 150 petites pages, dévoile l'enjeu de cette entreprise, menée au mépris de toute démocratie et à l'échelle mondiale. De quoi ouvrir les yeux de tous ceux qui n'osent pas contester la nécessité de la croissance et de la compétitivité parce qu'on leur a affirmé que c'est ce qui permettra, plus tard, de mettre fin à la pauvreté !

1 voir *GR* 1132, page 6.

Un autre intérêt de ce petit livre est l'annexe de 5 pages, issues d'un texte de Jean-Marie Harribey, qui présente des arguments contre l'idée d'attribuer une valeur économique aux services rendus par la nature. On s'aperçoit en effet que ces mêmes arguments sont tout aussi bien applicables pour contester ce qui se fait malheureusement depuis l'invention du salariat : mesurer la valeur d'un homme par les services qu'il rend.

Revenons au discours qui se développe au sein des instances internationales pour lancer le capitalisme vert : le capital, pour continuer à accumuler, a besoin de nouvelles *«sources de valeurs à exploiter»*, on va donc "valoriser" (on dit aussi "marchandiser") les services rendus jusque là gratuitement par les écosystèmes. Cette idée d'un capital naturel à mettre à profit est assez nouvelle, elle aurait été lancée en mai 1997 par R.Costanza (et al) dans *Nature*. Elle est répétée systématiquement depuis, en particulier par la Conférence sur la biodiversité qui s'est tenue à Nagoya en 2010, à la suite de laquelle un auteur a même écrit, en 2011, que le capital naturel vaut *«44 trillions de dollars»*, ceci étant *«la valeur commerciale des terres cultivées, des forêts, des minéraux et de l'énergie du monde»*. Elle a même été reprise dans un rapport de l'Union Européenne, dont la préface débute ainsi : *«Tout ce qui est utile (l'eau par exemple) n'a pas nécessairement une valeur élevée et tout ce qui a beaucoup de valeur (par exemple un diamant) n'est pas forcément très utile. Cet exemple illustre non pas un mais deux importants défis d'apprentissage auxquels la société est aujourd'hui confrontée. Nous en sommes d'abord à apprendre la "nature de la valeur", à mesure que nous élargissons notre concept de "capital" pour englober le capital humain, le capital social et le capital naturel. En reconnaissant l'existence de ces autres formes de capital et en cherchant à les accroître ou les préserver, nous nous rapprochons de la durabilité»*. Soulignons au passage combien cette phrase est astucieusement tournée afin d'éviter de dire franchement que si commercialiser ce qui, au préalable, était gratuit est le moyen de le préserver, c'est tout simplement parce que cela en interdirait l'accès à ceux qui ne peuvent pas payer.

Le texte de l'Union Européenne poursuit : «*Par ailleurs, nous nous efforçons toujours de découvrir la "valeur de la nature". La nature est une source de valeur importante au quotidien, mais il n'en demeure pas moins qu'elle n'apparaît guère sur les marchés, échappe à la tarification et représente un défi pour ce qui est de l'évaluation*», pour annoncer ce qui est son nouveau credo : «*Nous sommes en train de nous apercevoir que cette absence d'évaluation est une cause sous-jacente de la dégradation observée des écosystèmes et de la perte de biodiversité*», tellement sous-jacente que cette affirmation est bien loin d'être démontrée !

Reprenons la saine réflexion exprimée par les résistants à cette marchandisation de la nature. Je cite l'annexe du livre : «*Cette démarche croit possible d'additionner des éléments dont la mesure résulte de la prise en compte des coûts de la production réalisée par l'homme et des éléments qui ne sont pas produits et qui, en outre, relèvent du qualitatif ou de valeurs éthiques non évaluables. Ce parti pris conceptuel a une portée catastrophique : si tout peut être économiquement évalué, alors tout peut être considéré comme du capital. Ainsi, les économistes libéraux néoclassiques considèrent que le capital économique, le capital humain, le capital social et le capital naturel sont additionnables puisqu'ils relèvent d'une procédure de calcul analogue. On voit le tour de passe-passe … On décrète que tout est réductible à de l'économique parce que la monnaie est, dit-on, capable d'homogénéiser les biens et les bienfaits…*»

Pourquoi diables l'auteur de ces lignes se limite-t-il à la marchandisation des écosystèmes ? Son argumentation plaide tout aussi bien contre la marchandisation du travail humain qu'est le salariat. Une fois n'étant pas coutume, je me permets de me citer dans *Mais où va l'argent ?*, page 209 : «*Comparer tout à cet étalon unique qu'est la monnaie conduit à mesurer le travail humain comme on pèse une marchandise, il devient une matière première parmi d'autres et l'être humain un objet remplaçable. On en arrive ainsi à jeter des employés "comme des kleenex" en cas de licenciement économique*».

Dans l'économie distributive que *La Grande Relève* a pour but de proposer et d'en débattre, il ne saurait être question de «*mélanger dans une même comptabilité la "ressource humaine" avec les moyens de production*», le revenu n'y est plus le salaire, ce «*prix auquel un être humain se vend sur le marché du travail, le prix de vente de son temps, de sa force, de son savoir, de ses capacités et de son expérience à une entreprise afin que celle-ci en tire une "plus-value", ou à un capital pour l'augmenter*»… dans cette économie de partage «*le revenu versé à un individu a pour objectif… de lui donner les moyens de s'épanouir, de développer ses qualités propres et d'exercer au mieux les activités par lesquelles il assume sa participation à la société dont il est membre et qui l'entretient*».

Si ces propositions sont encore utopiques, l'illusion, aujourd'hui n'est «*pas du côté de ceux qui osent proposer un changement radical dans l'exploitation et le partage des ressources, elle est du côté de ceux qui croient possible de toujours fuir en avant pour ne pas avoir à l'envisager*».

*

Or cette économie soi-disant verte, qui prétend que commercialiser la nature c'est la préserver, est une telle fuite en avant, dans l'espoir criminel de trouver de nouveaux moyens de "faire du fric" pour quelques uns, au détriment de tous les autres.

En lançant son "pacte de compétitivité" le gouvernement vient de s'écraser devant les hurlements du patronat. Comment peut-il se faire ainsi dicter sa politique et se prétendre "socialiste" ?

Qui sont les "pigeons" ?

Le Rapport du *Commissaire Général à l'Investissement*, demandé par le Premier ministre, et intitulé *Pacte pour la compétitivité de l'industrie française*, n'est, comme on pouvait s'y attendre, qu'un plaidoyer en faveur de sa propre classe ! Constatant que l'industrie française a perdu beaucoup de «*compétitivité*» depuis dix ans, il y est prétendu que c'est parce que ses produits sont moins «*haut de gamme*» que les produits allemands et que la main d'œuvre est bien trop payée en France par comparaison aux pays émergents. Notre industrie a donc été contrainte à «*rogner ses marges*», la pauvre, et du coup, la robotisation y est en retard. Elle souffre d'un fonctionnement défectueux qui serait dû à trop de réglementations, au fait que la formation (pas celle des ingénieurs) n'est pas orientée pour miex la servir, elle, dont l'image est dégradée et associée à des conditions de travail qui seraient «*caricaturées*». Enfin elle souffre d'un manque de crédits attribués à des règles prudentielles trop pesantes pour les banques ! Il est souligné au passage que l'épargne, qui est abondante en France, y est trop mobilisée vers le logement social (sic).

Mais, affirme le Rapport, le redressement est possible, il suffit de s'inspirer des pays européens qui

réussissent, à commencer bien sûr par l'Allemagne. Comment ? Mais en développant nos pôles d'excellence mondiaux : l'industrie du luxe, l'industrie nucléaire, le tourisme ! L'ennui, concède-t-il, c'est qu'il n'y a pas assez de consensus pour cette politique… qu'il faut donc chercher le soutien de l'opinion publique…

Cela ne paraît pas facile quand on voit ses propositions :

Pour l'essentiel, il veut que l'État allège d'une broutille, 30 milliards d'euros, ce qu'il appelle les "*charges*" (il s'agit en fait de *cotisations*) sociales, par transfert vers la fiscalité et la réduction des dépenses publiques. Et pour convaincre l'opinion du bien fondé de ce transfert, l'État doit créer un «*choc de confiance*», pour que les chefs d'entreprises soient mieux considérés, car ces malheureux «*ont le sentiment d'être cloués au pilori*». C'est avec la larme à l'œil que je cite ce rapport, qui ne se permet pas d'indiquer la marche à suivre : «*il appartiendra à la concertation prévue sur le financement de la protection sociale d'examiner dans quelles conditions ce transfert peut être organisé*», mais suggère simplement d'augmenter la TVA et la CSG et de réduire les dépenses publiques. Mais, attention, le produit de ce «*choc de compétitivité… doit clairement être orienté vers l'investissement et l'innovation*» et non pour, je cite encore, «*des augmentations de salaires, si légitimes soient-elles*».

Un avis, discret, est jeté en passant, parce qu'il ne faut pas que l'énergie coûte cher aux industriels : l'énorme capital qui a été investi dans le parc nucléaire est amorti, affirme le rapport, donc la faiblesse relative de son prix du kwh offre maintenant un véritable avantage comparatif, et il ne peut pas être question d'y renoncer. Il n'évoque pas ses dangers pour l'environnement et pour les populations : ce n'est pas ce qui importe pour la compétitivité. Notons ensuite deux petites phrases à propos des gaz de schiste (sujet sur lequel Guy Evrard revient ci-dessous) :«*Nous plaidons pour que la recherche sur les techniques d'exploitation des gaz de schiste soit poursuivie. La France pourrait d'ailleurs prendre l'initiative de proposer avec l'Allemagne à ses partenaires européens un programme sur le sujet*». Pourquoi ? Quels sont les arguments de cette "plaidoirie" ?

Le Rapport ne précise pas, mais il s'explique au contraire sur un point : pour lui, «*la progression de l'exportation est une priorité nationale*», l'investissement et la recherche doivent donc être orientés vers le «*haut de gamme*» : industrie du luxe, tourisme, etc. Au passage, il reproche à la Commission de mal évaluer la compétition mondiale qui, je cite encore parce que ce n'est pas banal : «*donne la priorité au consommateur par rapport au producteur*» alors que «*L'Europe doit mettre sa politique au service de ses industries*». Et il expose comment la Banque pour l'Investissement (la BPI qui se met en place) doit préparer l'avenir en orientant la politique industrielle vers le haut de gamme, les nouvelles technologies, supposées porteuses, rentables, auxquelles il donne la priorité : d'abord les technologies génériques, puis "l'économie du vivant", et enfin la transition énergétique. Il est donc hors de question de mettre l'industrie au service des besoins exprimés par la population et il le dit sans ambages : «*Les circonstances de la 2e Guerre mondiale et de la Libération avaient permis d'élaborer, en 1946, un Pacte qui a permis les "Trente glorieuses" ; chacun sent aujourd'hui que ce Pacte négocié il y a 60 ans ne fonctionne plus*». On enterre donc l'État-Providence, c'est clair.

Par un curieux hasard, le 5 novembre, le jour-même où ce Rapport, inspiré par le patronat, était remis au Premier ministre, le FMI publiait son rapport annuel sur la France, contenant le même refrain "alarmant" : manque de compétitivité, il faut réduire les dépenses publiques, retarder l'âge de départ à la retraite, permettre aux entreprises "d'ajuster" le temps de travail, alléger pour elles les procédures de licenciement, réduire les cotisations sociales patronales, mais en augmentant la TVA et les taxes foncières plutôt que la CSG et à condition que cela soit accompagné «*d'un effort de modération salariale, notamment au niveau du smic*». Oui, vous avez bien lu, c'est le smic qu'il faut baisser, son niveau est trop élevé, c'est pour cela que les jeunes ne trouvent pas de travail. Et toujours selon le FMI, il faut aussi revoir à la baisse les allocations chômage afin, je cite «*d'accroître les incitations à trouver un emploi*». Comment peut-on se permettre d'affirmer cette énormité quand plus de trois millions de personnes cherchent en vain un emploi ?

De plus, le rapport du Haut Conseil sur le financement de la protection sociale émettait des doutes motivés, dans son "état des lieux". L'étude de cette quarantaine de personnes montrait que la protection sociale n'est pas cette charge, ce poids sur le coût du travail qui handicaperait les entreprises françaises devant leurs rivales allemandes, et que l'écart vient plutôt de la forte baisse des salaires outre Rhin. Enfin, le Haut Conseil soulignait que parmi les facteurs de compétitivité, «*la protection sociale peut aussi être un facteur d'attractivité du territoire national*». Mais curieusement, cet autre rapport officiel, publié le 31 octobre, a fait beaucoup moins de bruit que celui de Louis Gallois. Et au même moment, parce que l'hiver approche, les Restaurants du cœur jetaient un cri d'alarme face à l'augmentation du nombre de gens qui, dépourvus de tout, ne survivent que grâce à l'action de leurs bénévoles.

Cela force à réfléchir, surtout quand on a voulu prendre d'énormes responsabilités.
On peut donc penser que le gouvernement allait organiser une sérieuse concertation, avec débats publics, télévisés, etc. On sait bien qu'il n'est plus question pour lui d'envisager comment sortir du capitalisme. Mais on peut croire qu'il allait chercher quelles bonnes réformes tenter. Qu'il allait prendre d'autres avis, consulter d'autres "partenaires sociaux" que le patronat et les syndicats de travailleurs : pourquoi pas des porte-paroles des consommateurs? Ils sont probablement plus proches de la population que les politiciens professionnels, même élus.
Mais vu l'urgence, on peut imaginer que le gouvernement socialiste s'empressa de prendre les mesures qui s'imposaient. Qu'il vit que la charité, même organisée par les restos du cœur, n'est pas la solution : puisque malgré tant d'efforts multipliés, et depuis plusieurs dizaines d'années, la pauvreté a considérablement augmenté. Qu'il constata l'échec de la politique de compétitivité sur le plan humain, en voyant qu'en mettant les peuples en guerre économique permanente elle pousse aux délocalisations vers les pays à bas salaires et sans protection sociale. Donc qu'il refusa que «*la progression de l'exportation* soit *une priorité nationale*» et qu'il choisit d'orienter l'industrie, non pas pour produire "haut de gamme" à l'intention d'une minorité fortunée, mais les biens utiles à satisfaire les besoins les plus vitaux de la population. Qu'il décida d'encourager l'innovation technologique, mais pas pour gagner des marchés à l'extérieur ou pour fabriquer les produits de façon à ce qu'il soit nécessaire de les renouveler le plus tôt possible, mais pour améliorer, tout au contraire, la qualité, la solidité, la durée des produits et les processus de leur fabrication en termes de conditions de travail, d'économie d'énergies et de protection de l'environnement. Et qu'il donna pour objectif à la BPI d'investir dans des productions qu'on pourrait fort bien faire en France : vêtements, produits pharmaceutiques essentiels, matériels électroniques par exemple, afin de diminuer les importations.
Le lendemain même de sa remise, le 6 novembre, l'essentiel du rapport Gallois était repris par le Premier ministre. Ce n'est pas parce qu'il a cessé d'employer le terme de "*choc de compétitivité*" pour le remplacer par celui de "*sursaut*" qu'il fera illusion comme au sujet de la signature du TGCS et de la "règle d'or". Dans ce qui s'appelle maintenant le «*Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi*», l'objectif reste donc la compétitivité des entreprises. La baisse des cotisations sociales payées par le patronat sera de 20 milliards. Dont 10 dès la première année : il faut aller vite, pour ça. Mais celles payées par les salariés ne seront pas baissées, tant pis pour le pouvoir d'achat des ménages de travailleurs. Qui en verront d'autres, car pour compenser ces pertes de recettes pour l'Etat, l'augmentation de la CSG a été écartée, mais pas celle de la TVA : son taux "normal", celui qui pèse sur la plupart des biens et service, passera de 19,6 depuis longtemps à 20 % en 2014 et son taux "intermédiaire" (sur la restauration et les travaux à domicile) passera de 7 à 10 %. La TVA est, on le sait, l'impôt le plus injuste puisqu'il pèse relativement plus lourd sur les ménages les plus modestes.
Ainsi le patronat fait la loi.
On va sans doute en avoir une nouvelle démonstration à propos de la fermeture à Florange des usines qui ne rapportent plus assez à l'homme d'affaires Mittal. Quand l'idée a été évoquée de nationaliser l'usine, même temporairement, Mme Parisot s'est écriée:«*c'est scandaleux !*». Alors, gare …! **M-L D.**

souscription permanente ***POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE***
G. Maurice 7 – Mme Colline 47 – V. Antoniuk 7 – P. Beau 7 – J. Roy 7 – C. Bobillier 7 – J.Legros 14 – M. Deru 20 – Mme Besombes 14. Total 130 euros. ***Merci à tous !***

Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal en modérant le prix de l'abonnement, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens de le payer, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

NOUS AVONS EU DE GROS ENNUIS INFORMATIQUES, DES INFORMATIONS DE NOTRE FICHIER D'ABONNÉS ONT ÉTÉ EFFACÉES. NOUS PENSONS LES AVOIR TOUTES RÉTABLIES, PRIONS NOS FIDÈLES LECTEURS DE NOUS EXCUSER S'ILS EN ONT VU PASSER, ET LES REMERCIONS DE BIEN VOULOIR NOUS AVERTIR S'ILS PENSENT QU'IL EN RESTE.

Merci aux abonnés qui, pour nous éviter des frais de rappel, observent la date d'échéance de leur abonnement : elle est indiquée sur l'étiquette de l'enveloppe sous laquelle ils reçoivent leur journal.

Huiles et gaz de schiste au petit-déjeuner

par **Guy EVRARD**

Le 13 novembre dernier, la chronique économique* quotidienne de Dominique Seux, par ailleurs journaliste aux *Échos*, dans la matinale de *France-Inter*, était titrée : *«Les États-Unis proches de l'indépendance énergétique»*. En fait, c'était prétexte à la promotion de cette *richesse* qui dort sous nos pieds, en France : les huiles et gaz de schiste. Une idée revenue dans l'actualité avec la publication du Rapport Gallois et sous la pression des intérêts industriels et financiers de notre pays, que les risques pour la santé de nos concitoyens et les conséquences pour notre environnement n'émeuvent guère. Lassé de cette injonction médiatique dès le petit matin, et stupéfait par les raccourcis de la chronique, j'ai interpellé le chroniqueur et le média en adressant un courriel à la rédaction de la matinale de *France Inter*, sans réponse bien entendu. En voici le texte. Deux renvois à des extraits hors texte permettent de citer exactement les propos du chroniqueur.

* *On pourra retrouver le texte intégral de cette chronique aux liens suivants* :
http://www.**franceinter**.fr/emission-l-edito-eco-les-etats-unis-proches-de-l-independance-energetique
http://blogs.**lesechos**.fr/dominique-seux/petrole-les-etats-unis-bientot-devant-l-arabie-saoudite-a12010.html

Bonjour,

On ne peut reprocher à Dominique Seux son positionnement idéologique. Le chroniqueur des Echos peut même parfois paraître timoré si on le compare à son illustre prédécesseur [Jean-Marc Sylvestre] *dans la matinale. D'ailleurs, on n'attend pas du journal Les Echos qu'il défende les points de vue d'économistes hétérodoxes. Malheureusement, on ne l'attend pas non plus de France Inter, même si Bernard Maris tente parfois de donner le change.*
Mais, ce matin, j'ai eu le sentiment que Dominique Seux avait rédigé sa chronique sur un coin de table, sans un minimum de sérieux. J'ai d'ailleurs relu le texte dans les Echos.fr pour être sûr d'avoir bien entendu.

- [À propos du premier paragraphe, voir extrait 1] *Que les Etats-Unis puissent un jour devenir autosuffisants en ressources d'hydrocarbures fossiles ne devrait étonner personne. J'ai appris à l'école, à la fin des années 1950, que ce pays s'assurait des approvisionnements essentiellement extérieurs en pétrole pour préserver ses propres ressources. Vient le jour, plus de 50 ans plus tard, où la stratégie change, à la fois pour des raisons géopolitiques, quand on ne peut plus prétendre être le seul gendarme du monde, et parce que les ressources extérieures s'épuisent et finissent par coûter cher.*

EXTRAIT I *:«Les Etats-Unis doubleraient l'Arabie saoudite autour de cette date-là* [2020]. *La raison en est double. •1. des économies d'énergie, notamment dans les transports, et là tout le monde applaudit. •2. les pétroles et gaz de schiste, et là les avis sont évidemment plus partagés».*

Donner comme explication •1 : " les économies d'énergie, notamment dans les transports", je ne comprends pas du tout le raisonnement. La consommation d'essence et de gazole n'a pas diminué dans des proportions qui permettraient de se passer à terme des importations sans le recours à d'autres sources. Sur l'explication •2 : "les pétroles et gaz de schiste", Dominique Seux admet que les avis sont plus partagés et il développe un peu le sujet dans les paragraphes suivants. [Sans fournir les proportions de pétrole et de gaz issus de la fracture hydraulique à partir de 80.000 puits forés sur le territoire, par rapport aux hydrocarbures conventionnels exploités. Mais le gaz serait désormais deux fois et demi moins cher qu'en Europe]. *En effet, les avis sont très partagés !*
Alors, quel intérêt présente ce premier chapitre de la chronique, si ce n'est promouvoir l'idée d'un nouvel âge d'or avec ces hydrocarbures dits non conventionnels, en dépit de leur dangerosité ?

- *Au quatrième paragraphe* [voir extrait II] *: " On ne peut pas à la fois baisser la part du nucléaire, diminuer les émissions de CO_2 et refuser toutes les recherches". Mais il ne s'agit pas de refuser toutes les recherches, il s'agit seulement de refuser celles qui sont aussi dangereuses qu'inutiles au vu des objectifs : les gaz et huiles de schistes sont des hydrocarbures fossiles dont la combustion dégagera au moins autant de CO_2 que le pétrole et peut-être autant que le charbon si on tient compte des conditions d'exploitation. D'autre part, les fuites de méthane constituent également un facteur très aggravant de l'effet de serre. Ce*

sont donc des investissements inutiles qu'il vaut mieux consacrer aux recherches sur les énergies renouvelables.

extrait II : *«Mais en France, certaines voix, y compris de gauche, poussent pourtant François Hollande à rouvrir le dossier. Oui, il y a Claude Allègre, mais disons que le simple énoncé de son nom provoque généralement des boutons chez certains. Il y a aussi Louis Gallois. Il en parle dans son rapport. Il y a aussi Michel Rocard. Il y a aussi le scientifique Jean-Louis Etienne. Ceux-là, et ils ont raison, disent que la décision du gouvernement de fermer purement et simplement le dossier a peu de sens s'il s'agit seulement d'avoir le soutien des verts* [à noter que la même chronique dans *Les Echos* est titrée : Gaz de schiste : M. Hollande, libérez-vous des verts !]. *On ne peut pas à la fois baisser la part du nucléaire, diminuer les émissions de CO2 et refuser toutes les recherches. Si on ne veut pas exploiter, il faudrait au moins explorer pour savoir ce qui se trouve dans le sous-sol français et chercher de nouvelles méthodes moins contestées»*

Si ce peu de rigueur passe inaperçu, ce n'est ni à la gloire du chroniqueur ni à celle du média qui véhicule le propos. Mais on est si peu regardant dans la bataille idéologique !

Cordialement, Guy Evrard.

On peut supposer que les géologues connaissent suffisamment le sous-sol de notre pays pour avoir déjà une bonne idée de ce qui s'y trouve. Faisons leur donc confiance pour continuer d'améliorer leur savoir au moyen de techniques qui nous mettent à l'abri de la fracturation hydraulique. Si, pour préciser le contenu de la roche mère et appréhender l'intérêt éventuel de son exploitation, des forages sont nécessaires, alors ce serait mettre le pied à l'étrier vers cette économie du risque que nous dénonçons. Et la réponse doit bien être politique, c'est-à-dire l'expression d'un choix démocratique dans lequel les citoyens ont le devoir d'intervenir. Dans cette hypothèse, nous attendons toujours la démonstration de la capacité des médias à réellement favoriser l'expression démocratique. G.E.

Les économistes à gages

Dans *Désintoxication*[1], je déplorais, à la suite d'un article publié dans le *Monde diplomatique*[2], que "les experts" économiques et financiers qui hantent les médias, soient presque toujours présentés comme des universitaires, qu'ils sont en général, mais qu'on oubliait de nous dire qu'ils exercent en plus des activités beaucoup plus lucratives que celles d'enseignants-chercheurs. Le problème n'est pas uniquement français, mais mondial. C'est l'association américaine d'économie (AEA) qui a, la première, mis les pieds dans le plat, en rendant publique la collusion entre économistes et milieux financiers et en imposant à ses membres de mentionner *«les parties intéressées leur ayant versé une rémunération importante au cours des trois dernières années»*. Côté français, il ne s'était rien passé, malgré les réactions de quelques économistes comme Jean Gadrey, les reportages de François Ruffin et bien sûr le livre de Laurent Mauduit *Les imposteurs de l'économie*: *Comment ils s'enrichissent et nous trompent*[3]. Il faut dire que nous étions encore dans l'ère sarkozienne de la droite décomplexée (par rapport au fric !).

Enfin, bonne nouvelle, le nouveau Premier ministre J.M Ayrault a profité du renouvellement des membres du Conseil d'analyse économique (CAE) pour y faire le ménage. Il en a exclu, entre autres, 5 des économistes qui figuraient dans la galerie de portraits qui illustrait mon article *Désintoxication*. En outre, le décret du 5 novembre dernier qui réforme le CAE stipule que *«les membres et les correspondants du CAE sont des économistes professionnels choisis en raison de leurs compétences telles que reconnues notamment par les usages du monde universitaire»*… qui devront signer *«une déclaration d'intérêts remise au président délégué»* qui la rendra publique.

Comme dit sur *www.monde-diplomatique.fr* : *«Matignon se passera désormais des bons conseils des économistes des banques»*. Acceptons en l'augure ! Par contre, les analystes financiers continuent toujours à sévir dans les médias et c'est là qu'ils font le plus grand mal.

J-P M.

Références :
1 – *GR* 1129 (mars 2012)
2 - *Les économistes à gages*, Renaud Lambert, *Le Monde Diplomatique*, mars 2012.
3 – *Les imposteurs de l'économie*, Ed. Gawsewitch, 2012.

De Notre-Dame des Landes, nous avons reçu ce message :

Docteur Stéphanie LEVEQUE
4 impasse de la petite Rotte
44220 COUËRON
numéro ordre 44106626-8
0240851149

Le 26 novembre 12

Copie aux parlementaires de Loire Atlantique.

Monsieur le Préfet,

En ma qualité de médecin, je suis intervenue à Notre Dame des Landes samedi 24 et dimanche 25 novembre 2012. J'ai passé deux jours à soigner des blessés. Je tiens à porter à votre connaissance le nombre de blessés que nous avons eu à prendre en charge.

Pour le samedi 24 novembre :

→ 11 blessures par flash ball touchant
- le thorax pour 2 personnes avec un doute sur une lésion hépatique
- la joue et la lèvre supérieure pour 1 personne avec probable lésion dentaire ou maxillaire
- le genou pour 2 personnes
- des doigts pour 2 personnes
- la cuisse pour 2 personnes
- les côtes pour 1 personne avec doute sur fracture de côtes
- le poignet pour 1 personne

→ 3 traumatismes de genoux
→ 2 traumatismes de poignets
→ 1 plaie tympanique
→ 1 choqué par gaz

→ 1 plaie de crâne suturée par 2 points
→ 1 plaie de crâne suturée par 15 points
→ 6 blessures par explosion de bombes assourdissantes dont
- 3 impacts dans les cuisses de 3 personnes
- 1 impact dans l'avant bras d'1 personne
- 1 impact dans la malléole d'1 personne
- 10 impacts dans les jambes d'1 personne
- 10 impacts dans les jambes d'1 personne avec probable lésion du nerf sciatique
- 1 impact dans l'aine d'1 personne avec suspicion d'un corps étranger près de l'artère fémorale.

J'insiste sur la gravité de ces blessures par explosions. Les débris pénètrent profondément dans les chairs risquant de léser des artères, nerfs ou organes vitaux. Nous avons retiré des débris de 0,5 à 1 cm de diamètre, d'aspect métallique ou plastique très rigide et coupant. D'autres, très profondément enfoncés ont été laissés en place et nécessiteront des soins ultérieurs. Impossible de prévoir les lésions secondaires !

Les hospitalisations n'ont pas été simples. Mon collègue a contacté le SAMU et l'ambulance des pompiers a été retardée par le barrage des forces de l'ordre, ce qui est inadmissible ! J'ai donc amené moi-même un deuxième blessé devant être hospitalisé. J'ai aussi pu avoir des nouvelles d'une troisième personne hospitalisée dans la journée.

Pour le dimanche 25 novembre :

→ une blessure par bombe assourdissante avec ablation d'un débris dans le doigt
→ 1 réfection d'un pansement de suture
→ 1 fracture de cheville
→ 1 blessure de main
→ 1 impact de flash ball au thorax avec suspicion de fracture de côte et lésion pulmonaire.

Je ne vous fais ici que la liste des patients les plus sérieusement blessés. Il semble que l'on dénombre une centaine de blessés durant ces deux jours. Je vous précise également que nous tenons à votre disposition les photos des lésions constatées.

En ma qualité de médecin, je souhaite attirer votre attention sur la gravité des blessures infligées par l'utilisation des armes des forces de l'ordre et cela en dehors de toute considération politique.

Dans l'espoir que ma description permette un usage plus mesuré de la force, veuillez croire, Monsieur le Préfet, à ma respectueuse considération.

et cette saisissante photo aérienne des manifestants contre le projet d'aéroport :

Relisons ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE de JACQUES DUBOIN, livre qu'il a achevé d'écrire le 20 décembre 1938. Après un bref résumé des pensées de nombreux philosophes, depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours, en passant par des penseurs boudhistes, il conclut qu'à quelques exceptions près, moralistes, philosophes et religions sont d'accord sur le fond : «la vie sociale exige que les hommes aient le sens de la justice et de l'équité, et nous verrons que celà conduit chacun à considérer les droits des autres comme égaux au siens». Ce qui l'amène aux développements qui suivent :

Justice et égalité

par **JACQUES DUBOIN**

Cependant le principe de justice, impliquant l'idée d'égalité, va faire de rapides progrès. Nous le retrouvons à des degrés divers, chez tous ceux qui veulent créer un ordre social où personne n'aurait l'excuse de chercher son bonheur dans l'augmentation de son bien-être matériel. Une pareille forme sociale apporterait, comme l'exprimait Bentham, la plus grande somme de bonheur au plus grand nombre d'hommes.

C'est le but du socialisme, tel qu'il apparaît déjà dans la doctrine du Christ, de Platon, de Thomas More, etc. Dès qu'on veut bien le dépouiller de tout l'attirail de fantaisie dont on l'affuble, il exige, sans contestation, l'égalité économique de tous les hommes. Il est possible que cela vous surprenne, mais il ne faut pas confondre le socialisme, proprement dit, et les socialistes à enseigne. Certains prétendus théoriciens du socialisme vont jusqu'à accepter le maintien de la propriété privée des moyens de production ; c'est à se demander ce qu'ils réclameraient s'ils étaient des individualistes. Il faut leur dire, puisqu'ils l'ignorent, que le socialisme exigeant *l'égalité* des revenus, on ne saurait réaliser cette égalité en conservant l'appropriation individuelle des moyens de production puisque c'est elle qui provoque l'inégalité des revenus.

Un régime socialiste ne peut concevoir la production que comme une fonction sociale assumée par la collectivité, afin de lui permettre de distribuer des revenus égaux, avec lesquels chacun se procure sa part sociale. Ainsi compris, le socialisme s'oppose au capitalisme, régime dans lequel on s'approprie les moyens de production et, par voie de conséquence, le travail d'un être humain. Ou le socialisme met fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, ou le socialisme n'est qu'une caricature du capitalisme et devient donc un mot vide de sens. Se borner à tenter d'établir l'égalité de tous, au départ, c'est, à proprement parler, le rendre ridicule. L'égalité de tous les hommes au départ ? Comment y parvenir sans égaliser les intelligences, les forces, les aptitudes, les volontés, les goûts, etc. Prétendre faire disparaître ces inégalités naturelles qui sont hors de notre portée, et maintenir soigneusement les inégalité économiques et sociales qui, elles, sont toutes de notre ressort, n'est-ce pas déconsidérer à la fois le socialisme et ses fondateurs ?

J'ai expliqué ailleurs que la plupart des doctrinaires, n'ayant pu concevoir le socialisme que dans la *rareté* puisque la science n'avait pas encore réussi à la vaincre, avaient édifié leur système sur l'échange, en cherchant à le rendre aussi équitable que possible. Je ne reviendrai donc pas sur les travaux de Saint-Simon, d'Owen, de Fourier, de Gracchus Babœuf, ni sur ceux qui virent plus tard le jour avec Karl Marx et son école. Je rappelle seulement que Saint-Simon (1760-1825) entreprit le procès de la propriété privée et voulait supprimer l'héritage. Sa formule : *à chacun selon ses œuvres* n'est cependant qu'une variante de: *à chacun selon son travail*. Il ne précise pas s'il s'agit du résultat du travail ou de la peine prise en travaillant. La distinction est importante, car si chacun ne doit avoir strictement droit qu'à l'équivalent de ce que vaut, sur le marché, le produit de son travail, on demeure en plein régime capitaliste, puisque tout se passe ainsi aujourd'hui pour tous ceux qui n'ont que leur travail à offrir, n'est-il pas vrai ?

Proud'hon (1809-1865) va plus loin car il recueille l'héritage de la Révolution. Il reprend l'idée de justice – c'est-à-dire d'égalité – pour montrer qu'elle est à la base de toute société. Judicieusement, il rappelle qu'il est impossible de séparer la justice et l'égalité, comme le proclamait la vieille définition de la justice: *Justum æquale est, injustum inæquale*. Ce qui est inégal est injuste ! Un enfant ne s'en aperçoit-il pas déjà lorsqu'il se plaint d'avoir été traité plus sévèrement que ses camarades ?

Non moins justement, Proud'hon remarque que les révolutions ont toujours été provoquées par un souci de justice : la révolution n'est qu'une réaction contre l'injustice d'une société que des inégalités choquantes ont rendue insociable. Mais il estimait qu'il faudrait beaucoup de temps pour que la justice pût se développer au sein des sociétés humaines: il croyait à une lente évolution sociale. Nous en étonnerons-nons ? Pouvait-il prévoir les progrès prodigieux de la technique qui allaient bouleverser la production en permettant de la multiplier sans peine ? ● ● ●

Il ne pouvait deviner que l'abondance, fruit du génie humain, rendrait l'égalité économique obligatoire en frappant de caducité tout mode de répartition basé sur l'échange. Le socialisme de Proud'hon reste encore échangiste.

Karl Marx (1818-1883), avec son matérialisme historique, a découvert une méthode permettant de voir le lien existant entre le mode de production des richesses et le régime social qui doit fatalement lui correspondre. Si vous voulez bien accepter cette image, il a inventé un microscope permettant de voir ce qui, avant lui, était resté invisible. Mais suffit-il de voir ce que Marx montrait pour prouver l'exactitude de son analyse, ou faut-il se servir de son microscope pour voir ce qui est actuellement et n'était pas visible du temps de Marx ? J'opte pour la seconde manière en observant les faits économiques survenus depuis la mort de Marx. L'échange est devenu impossible pour les raisons multiples que vous connaissez et que je résume brutalement ainsi : *on ne peut maintenir le régime de l'échange entre des gens qui ont les moyens de tout produire et des gens qui ne possèdent rien et ne possèderont jamais rien*. Il n'y a pas d'échange possible entre un homme qui a la science à son service, et un homme nu. En conséquence, le socialisme basé sur l'échange est aussi périmé que le capitalisme, ce dernier n'étant que le système échangiste parvenu au stade ultime de son évolution. Le socialisme de la *rareté*, fondé uniquement sur l'échange, doit faire place au socialisme de *l'abondance* qui ignore l'échange aujourd'hui dépassé par le faits.

Il ne s'agit donc pas de changer les gérants du régime capitaliste pour essayer de faire mieux ou plus justement qu'eux : c'est donc de changer le régime lui-même qu'il sagit.

extraits de la sixième lettre de
ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE,
(avec de petites corrections indiquées par l'auteur).

Lettre d'un électeur du *Front de gauche*

Dans la morosité ambiante, que les médias cultivent jusqu'à la nausée, écrire aux autres est un petit pas contre l'engourdissement, contre la résignation. Je garde à l'esprit que le *Front de gauche* est riche de potentialités pour répondre aux attentes d'une fraction significative de la population. Celle qui souhaite contribuer à une véritable politique *de gauche*, qui changerait fondamentalement les bases de notre société. Sans rejeter a priori définitivement les formations politiques traditionnelles, qui restent les structures constitutionnelles pour l'expression des courants d'idées dans notre démocratie, de nombreux citoyens ne leur accordent plus qu'un crédit limité. Ils cherchent alors les moyens de participer à la vie politique et sociale sans pour autant faire allégeance à ces structures engoncées dans un quasi professionnalisme, coincées entre la nécessité d'exister dans les différentes représentations nationales et locales, et la contrainte de vanter une politique sensée mieux répondre aux attentes du pays. Le *Front de gauche* a été un succès parce qu'il donnait l'espoir d'un nouveau souffle de la démocratie et des idées, parce qu'il proposait une rupture claire du jeu de balancier auquel s'adonnent les formations politiques majoritaires, dites *de gouvernement*. Bref, parce qu'il ne faisait pas mine d'ignorer la lutte des classes et choisissait résolument le camp du travail contre celui du capital et de la finance.

Si le *Front de gauche* a contribué à battre *la droite* traditionnelle, sans pour autant participer au gouvernement, il n'a malheureusement pas pu être le germe d'une politique radicalement différente, une fois la parenthèse électorale refermée. Je ne m'attendais pas à un autre aboutissement au terme de la séquence passée, mais la mise en perspective d'une nouvelle stratégie politique a été vivifiante, même si aujourd'hui on peut être légitimement désabusé. Il faut toujours se rappeler que 85% de la population reste attachée aux idées libérales et c'est bien cette évidence qu'il faut essayer de comprendre et de surmonter. *La Grande Relève* doit continuer d'analyser ce paradoxe, qui devient presque un postulat.

J'ignore si la structure du *Front de gauche* ou quelque chose qui lui ressemble survivra, mais ce qui me parait devoir subsister, c'est la capacité de rassemblement et la volonté de poursuivre l'analyse et la réflexion, à côté de l'action sur le terrain, avec la plus grande participation populaire possible, pour trouver le chemin du changement. Le trouver véritablement, au moyen de nouvelles idées et d'une stratégie crédibles. Sinon, si cet objectif n'est plus lisible par nos concitoyens, leur renoncement sera l'antichambre du pire : la violence qui ne manquera pas de se déchaîner lorsque le mur écologique se dressera devant nous, devant une société où les inégalités auront encore été amplifiées et où personne ne pourra

plus croire que la lutte collective est plus prometteuse que l'individualisme forcené. Je vous laisse imaginer cette situation du pire.

Que faire, comme simple citoyen ? Continuer de réfléchir à une véritable politique *de gauche*. Tout n'a pas été écrit une fois pour toutes. Nous devons avoir de nouvelles exigences, les approfondir en nous enrichissant des travaux de formations politiques ou de groupes de réflexion qui poursuivent ce même objectif d'en finir avec le capitalisme prédateur, qui se réunissent ou échangent sur internet, publient des essais ou des revues, par exemple ***La Grande Relève***. Nous enrichir aussi de connaissances plus universitaires ou historiques pour ceux qui y ont accès, des observations de terrain pour ceux qui vivent au quotidien la crise, des échanges entre les uns et les autres dans le monde associatif, dans le monde syndical, dans les mouvements d'éducation populaire... Ne pas attendre seulement les analyses venant d'en haut et saisir les opportunités d'engagement qui ne peuvent manquer de se multiplier dans la situation de crise profonde que traverse notre pays, que vit l'humanité et que vit la planète. Il faut donc être à l'écoute, activement.

Pour ce qui me concerne, je veux poursuivre dans la voie qui vise à relier la crise écologique et la crise économique et sociale, car je suis convaincu que le déchaînement final interviendra lorsque ces deux paramètres deviendront ensemble insupportables. Nous l'avons dit, le capitalisme sera suicidaire et entraînera toute l'humanité avec lui si nous ne l'arrêtons pas à temps. Mon chemin est un chemin de traverse entre les mondes et les groupes évoqués plus haut, qu'il faut continuer de défricher et de baliser ensemble. Pour bâtir aussi cette nouvelle utopie dont nous avons tant besoin. Avec un optimisme qu'Evariste semble partager dans *Respublica*[1] : *«Nous vivons une époque formidable où tout devient possible !»* *«C'est en allant vers la mer que le fleuve est fidèle à sa source»* écrivait Jean Jaurès. Ne laissons pas ce symbole à nos adversaires politiques qui n'hésitent pas à s'approprier ce qu'ils ne pouvaient évidemment pas recevoir en héritage[2].

GUY EVRARD.

Références :

1. Respublica n°699, le 16 novembre 2012 (*http://www.gaucherepublicaine.org/chronique-devariste/nous-vivons-une-epoque-formidable-ou-tout-devient-possible/5189*).
2. La plume de Nicolas Sarkozy lui souffla cette citation dans une interview reprise dans *Le Journal du Parlement*, lors de la présidence française de l'Union européenne (*http://www.lejournalduparlement.fr/site/fr/node/19*).

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France (régime intérieur pour la Poste. . . . . .23 euros.
soutien : + 14euros par an par exemplaire en plus chaque mois)
DOM . . . . . .25,45 euros.
TOM . . . . . .29 euros.
Extérieur, suivant les zones de la Poste. Au 1/1/2005 :
Zone 1 (Allemagne, Italie, Bénélux) . . . . . .27,80 euros.
Zone 2 (Espagne, Royaume-Uni, Suisse) . . . .27,15 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis) . . . . . .28 euros.
Zone 4 (Autre Europe, Afrique, P-, M-Orient) 27,50 euros.
Zone 5 (Amérique du Sud) . . . . . .29,90 euros.

RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**
88 Bd Carnot 78110 Le Vésinet France
par chèque bancaire,
ou par CCP : N° de compte 1340239M020
références internationales depuis octobre 2007:
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....
VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE, SELON LES NORMES IMPOSÉES PAR LA POSTE :

PRÉNOM, NOM .....
IMMEUBLE .....
N° ET VOIE .....
CODE POSTAL ET COMMUNE ☐☐☐☐☐.....

Je commande les ouvrages suivants : .....
.....
.....
J'envoie pour cela la somme de ..... euros
par chèque .....
date signature

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse pas la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise (comme un ticket de transport), et elle laisse au consommateur la liberté de ses choix.

La masse monétaire est créée et détruite au même rythme que la production, ces deux flux permanents s'équilibrent.

C'est alors aux citoyens de décider, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des trois parts à faire dans la masse monétaire :

- pour financer la production,
- pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus),
- pour verser à chacun un revenu garanti qui leur permette de vivre libre.

Les décisions prises n'ayant ainsi plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prime enfin sur l'intérêt particulier, la démocratie devient réalité.

SUGGESTIONS DE LECTURES

- **JACQUES DUBOIN**
  Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

- **ET SI ON CHANGEAIT ?**
  Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (3,8 euros).

- **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**
  Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (~~16,70~~ 13 euros).

- **MAIS OÙ VA L'ARGENT ?**
  l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer. (édition du Sextant, 240 pages, ~~14,90~~ 13 euros).).

- D'anciens numéros sont disponibles (1 euro)
- *Des textes, épuisés sur papier, sont téléchargeables sur notre site internet. Par exemple:*
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**
  le texte d'une conférence d'ANDRÉ PRIME.

Tous les prix indiqués sont franco de port.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Graphisme : LASSERPE, Anne-Laure WITSCHGER.

Imprimé à Toulouse par Imprimerie 34

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone *seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures* : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Nouveau site internet : http://www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)